

Les banques de développement et le FMI appellent à un accord sur le climat

La Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque africaine de développement (BAD), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BIRD), la Banque européenne d'investissement, la Banque asiatique de développement et la Banque interaméricaine de développement ont appelé, dans un communiqué commun publié le mercredi 2 décembre, à la signature d'une convention ambitieuse sur la question climatique. Ces institutions invitent les 190 pays participants à la conférence de Copenhague sur le changement climatique, qui se tient du 7 au 18 décembre, à s'accorder « *sur les bases d'un système ambitieux, global et équilibré* ». Elles conviennent dans leur communication d'améliorer la coordination de leurs efforts techniques et financiers pour contribuer à la réalisation des objectifs de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (UNFCCC). Selon elles, « *il est urgent d'aider les pays les plus pauvres, les plus vulnérables et les moins à même de s'adapter au changement climatique* ». Pour parvenir à cet objectif, elles attirent l'attention sur l'importance d'appuyer les pays en développement en matière d'adaptations aux changements climatiques et de faciliter les transferts technologiques avec le reste du monde. Selon Donald Kaberuka, président de la Banque africaine de développement, « *des ressources supplémentaires sont requises d'urgence pour aider l'Afrique à s'adapter, afin de protéger ses lacs et ses forêts, et à maintenir la croissance* ».

Crise et gouvernance mondiale à l'ordre du jour de l'Assemblée parlementaire paritaire UE-ACP

L'Assemblée parlementaire paritaire des pays d'Afrique, Caraïbes et du Pacifique (ACP) et de l'Union européenne, qui rassemble 78 députés européens et 78 élus des pays ACP, s'est réunie à Luanda, en Angola, du 30 novembre au 1^{er} décembre. Parmi les huit sujets de l'ordre du jour, les parlementaires ont examiné les effets de la crise économique actuelle sur les pays ACP. Ils constatent d'une part, que le ralentissement économique mondial a entraîné une baisse des recettes d'exportations, une diminution des envois de fonds des migrants, de l'investissement direct à l'étranger et de l'aide publique au développement. Sur ce dernier sujet, l'Assemblée paritaire estime qu'« *il manque aujourd'hui 35 milliards de dollars par rapport aux contributions de donateurs – promesses faites en 2005 à Gleneagles – et 20 milliards de dollars sur l'aide à l'Afrique* ». Les représentants de l'UE et des ACP estiment également que les négociations commerciales en cours entre ces deux blocs de pays sur les Accords de partenariats économique (APE) devraient prendre en compte les effets de la crise économique. Sur ce point, ils demandent également à l'Union européenne de respecter le choix des pays ACP qui ont décidé de ne pas conclure d'APE ou qui ont choisi de renégocier certains points de ces accords. Enfin, il est demandé aux pays riches d'annuler les dettes extérieures des pays pauvres et de ne pas assortir ces allègements de « *conditions drastiques en terme de politiques économiques* ».

L'Assemblée paritaire a également débattu de la gouvernance mondiale. Elle demande en particulier à ce que puissent être introduits des membres du G77¹ à la table de négociation du G20, groupe qui représente les principales économies développées et émergentes. Concernant les institutions financières internationales, les parlementaires affirment qu'il est nécessaire de revoir les systèmes de prise de décision au sein du FMI et de la Banque mondiale. Selon eux, les systèmes de vote de ces institutions doivent être basés sur le principe « *une voix par membre* » et les Etats-Unis ne devraient plus disposer d'un droit de veto sur les décisions. Enfin, les membres de l'Assemblée réclament la conclusion d'un accord ambitieux à Copenhague et l'obtention à l'Organisation mondiale du commerce d'« *un résultat équitable qui limite le protectionnisme mais qui reflète les différents niveaux et capacités de développement existant entre les économies* ».

Une nouvelle date butoir pour les négociations OMC

Les 153 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se sont réunis du 30 novembre au 2 décembre à Genève dans le cadre de la septième réunion ministérielle de l'organisation. Cette rencontre, qui n'était pas censée être une réunion de négociation, a vu un réengagement fort des pays en développement pour une conclusion du cycle de Doha en 2010. La réunion a fixé des échéances informelles, avec en particulier un engagement pour l'organisation d'une rencontre de bilan, dont les modalités restent à préciser, à la fin du premier trimestre 2010.

¹ Le G77 est une coalition de pays au sein de l'ONU qui regroupe actuellement 130 membres et qui a pour objectif de promouvoir leurs intérêts économiques et politiques.